

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE



MAIRIE DE LE BARROUX
84330

DECISION DU MAIRE
N° AU 2022 D 48

Décision du Maire en application des articles L2122-22 et L2122-23 du CGCT

Objet : Devis – Architecte – Permis Modificatif

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux délégations accordées au Maire par les assemblées délibérantes,

Vu la délibération n° DE 1 5 2020 17 du conseil municipal en date du 08 juin 2020, donnant délégations de pouvoirs au maire, dans un souci de favoriser une bonne administration communale,

Vu la délibération, n° DE 1 7 2021 14 du conseil municipal en date du 22 février 2021 approuvant le projet Aménagement et Sécurisation Carrefour Chemin de La Garenne, Montée du Château, aménagement d'un Parking de soixante places, de toilettes publics PMR, de colonnes enterrées tri sélectif aux chemins de la Garenne, des Ambrosis et Parking de l'Olivier,

Considérant la nécessité de déposer un permis de construire modificatif pour le projet de l'aménagement du parking du château.

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider me devis avec l'architecte Sophie FERNANDES, pour un montant total de 450,00 € HT, soit 540,00 € TTC.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général des services et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente décision sera transmise à Monsieur Le Préfet de Vaucluse, affichée au public, insérée au registre des délibérations et rendu compte au prochain Conseil Municipal.



Fait à Le Barroux, le 3 novembre 2022
Le Maire

Bernard MONNET

NB : En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, ainsi que de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères CS 88010 30941 NÎMES Cedex 09 – Tel : 04.66.27.37.00 – Fax : 04.66.36.27.86 – greffe.ta-nimes@juradm.fr) après publication par voie d'affichage et réception par le représentant de l'Etat, dans un délai de 2 mois à compter de la date de fin de l'état d'urgence sanitaire instauré par la loi du 23 mars 2020 et qui sera publiée par décret. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.